

<https://ricochets.cc/Amnesty-International-la-repression-en-France-menace-serieusement-le-droit-de-manifestation-et-d-expression.html>



Amnesty International : la répression en France menace sérieusement le droit de manifestation et d'expression

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici le rapport accablant d'Amnesty contre la France, le gouvernement, les systèmes policiers et judiciaires :

► **[France : Comment des milliers de manifestants pacifiques ont été arbitrairement arrêtés et poursuivis](#)** -

Depuis fin 2018, en France, la répression des manifestations a été d'une ampleur inédite. Manifester pacifiquement expose au risque de violences policières, mais aussi à celui de finir en garde-à-vue. En effet, les autorités ont instrumentalisé des lois contraires au droit international pour verbaliser, arrêter arbitrairement et poursuivre en justice des gens qui n'avaient commis aucune violence. Enquête.

(l'enquête comporte une sélection d'exemples hallucinants, mais on peut en trouver plein d'autres relatés sur internet)

► extraits :

Au cours des dernières années, les mouvements de protestation se sont multipliés sur tout le territoire français : du mouvement des « Gilets jaunes » aux manifestations appelant à une action face à l'urgence climatique, en faveur de la justice sociale ou encore contre l'impunité policière et le racisme au lendemain de l'homicide de George Floyd aux États-Unis

Nous avons enquêté pendant 18 mois sur la réponse des autorités à ces mouvements sociaux, recueilli et recoupé le témoignage d'une centaine de manifestants arrêtés et poursuivis, et rencontré les autorités. Le constat est inquiétant. Depuis 2018, des milliers de personnes ont été verbalisées, interpellées, arrêtées et poursuivies en justice pour des activités pacifiques qui n'auraient pas dû être considérées comme des infractions. Parmi elles, des manifestants, mais aussi des journalistes ou observateurs des droits humains ont notamment été pris pour cible.

Des lois contraires au droit international ont été utilisées de manière massive, et une nouvelle loi, dite « anticasseurs » a été promulguée. Et c'est encore sur ces lois que s'appuie le nouveau Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) du ministère de l'Intérieur.

Sophie, une femme ayant rejoint le mouvement des Gilets jaunes, nous a indiqué qu'elle avait été arrêtée pour « participation à un groupement en vue de la préparation de violences » après avoir gonflé des ballons de baudruche sur les Champs-Élysées le 14 Juillet.

Ainsi, Brice, journaliste, était en train de filmer une manifestation des Gilets jaunes à Paris en avril 2019 lorsqu'il a été arrêté, maintenu en garde à vue pendant 48 heures et inculpé pour « violences », « dissimulation du visage » et « préparation de violences ». « Je trouve absurde que le parquet ait requis [une peine de] trois mois, sachant que je suis journaliste et qu'il n'y avait aucune preuve contre moi », a-t-il déclaré. Il a été acquitté par la suite.



d'expression Même des journalistes sont arrêtés, mis en garde à vue et poursuivis

► voir aussi :

- [Amnesty International accable la France pour son « acharnement » contre les manifestants](#) - Pendant la période de mobilisation des « gilets jaunes » et contre la réforme des retraites, plus de 40 000 personnes ont été « arrêtées arbitrairement » et condamnées pour diverses infractions et délits « sur la base de lois vagues », affirme l'ONG
- résumé vidéo sur Twitter : [« Aujourd'hui, on peut être arrêté voire condamné pour avoir scandé un slogan ou peint des banderoles. »](#) - Dans un nouveau rapport, [@amnestyfrance](#) estime que la liberté de manifester est menacée en France.
- Entretien - [Frédéric Lordon : "Cette police est foutue, raciste à coeur, hors de contrôle, devenue folle de violence, d'enfermement dans le déni collectif et n'a que les épisodes d'attaques terroristes pour se refaire la cerise"](#) - Première partie
- - à relire : [Le traitement des gilets jaunes par la justice renforce « l'idée qu'il y a les puissants d'un côté, et les autres »](#) - Assiste-t-on à une justice d'abattage, taillée sur mesure pour le mouvement des « gilets jaunes » ? Les condamnations à la prison ferme ou avec sursis recensées par Basta ! montrent l'ampleur du volet judiciaire dans la répression du mouvement des gilets jaunes. Des comparutions immédiates très nombreuses, des dossiers vite ficelés, des condamnations parfois sans preuve concrète des faits reprochés, ou simplement pour avoir eu la volonté de participer à une manifestation qui a ensuite dégénéré : magistrats et avocats livrent quelques éléments d'analyse sur ces décisions judiciaires.

► Autres exemples parmi des centaines d'autres :

- [Incroyable mais vrai : un militant poursuivi à Montpellier pour "jet de feuilles d'origine végétale"](#) - Le Poing partage cet appel à mobilisation ahurissant pour soutenir un militant poursuivi à Montpellier pour « violences aggravées », en l'occurrence un « jet de feuilles d'origine végétale ».
- En Drôme : [Tribunal de Valence : 3 policiers s'allient pour faire condamner une victime de violence policière !](#) - C. est condamnée, alors qu'elle avait subi et dénoncé une violence d'un de ces policiers
- En Drôme : [Crest : enquête de gendarmerie et procès pour des faits infondés et anodins](#) - Résultat : relaxe d'un militant au tribunal, mais la répression s'en moque
- En Drôme et ailleurs : [La répression en France veut empêcher toute contestation - Les digues finiront-elles par céder ?](#)

Post-scriptum :

Remarques

Amnesty fait des distinctions un peu hâtives et un peu trop en phase avec le régime policier et merdique entre manifestants soi-disant « pacifiques » et soi-disant « violents » (alors que tout le monde sait bien que définir ces termes reste subjectif, contextuel et impossible, il serait déjà plus objectif de parler d'actes légaux ou d'actes illégaux), mais sinon le rapport est intéressant.

Autre remarque : **quand on sait qu'on subit en France un régime policier et antidémocratique, ces pratiques de terrorisme étatique ne doivent pas nous étonner.** Il est en effet logique et inévitable qu'un tel régime use et abuse de violences, de répression en tout genre et de lois liberticides dès qu'il se sent contesté un peu sérieusement. Ca n'empêche pas que ça reste scandaleux bien sûr.